



Le rapport « explosif » de Bâ??Tselem sur lâ??apartheid : en enfonÃ§ant les portes ouvertes

Description

La reconnaissance de lâ??apartheid israÃ©lien par lâ??ONG israÃ©lienne nâ??est quâ??un petit pas dans la bonne direction.

Haidar Eid est maÃ®tre de confÃ©rences Ã lâ??UniversitÃ© Al-Aqsa de Gaza.

10 fÃ©vrier 2021 â?? Al Jazeera



Des Palestiniens se sont rassemblÃ©s prÃ©s du village dâ??Anata Ã JÃ©rusalem pour organiser une manifestation contre le mur construit sur une route afin de sÃ©parer les vÃ©hicules ayant des plaques dâ??immatriculation israÃ©liennes de ceux qui ont des plaques palestiniennes en Cisjordanie, le 23 janvier 2019. (dossier : Issam Rimawi/Anadolu Agency)

IsraÃ©l est un Ã©tat dâ??apartheid. Cette rÃ©alitÃ© Ã©vidente, dont les millions de Palestiniens qui vivent sous la domination israÃ©lienne sont douloureusement conscients depuis des dÃ©cennies, a fait enfin, le mois dernier, les gros titres de la presse occidentale grÃ¢ce au rapport de Bâ??Tselem, organisation israÃ©lienne de dÃ©fense des droits de lâ??homme.

Le rapport, intitulÃ© « *Un rÃ©gime de suprÃ©matie juive du Jourdain Ã la MÃ©diterranÃ©e : câ??est un apartheid* », a amenÃ© le monde occidental Ã parler de la vÃ©ritable nature de la soi-disant « *dÃ©mocratie israÃ©lienne* » et il a ouvert la voie pour que les nombreux parallÃ©les, entre lâ??IsraÃ©l des temps modernes et lâ??Afrique du Sud de lâ??apartheid, soient examinÃ©s dans le courant dominant.

Ni Edward Saïd ni lâ??archevêque Desmond Tutu nâ??ont Ã©tÃ© en mesure de le faire. Les rapporteurs spÃ©ciaux des Nations unies sur la situation des droits de lâ??homme dans les territoires palestiniens occupÃ©s, comme Richard Falk et John Dugard, ne lâ??ont pas pu davantage. Pour quâ??elle soit prise au sÃ©rieux, et quâ??elle se retrouve dans les pages des journaux occidentaux, il fallait que la dÃ©claration selon laquelle Ã« IsraËl est un Ã©tat dâ??apartheid Ã» vienne des juifs israËliens eux-mÃªmes.

Lâ??apartheid israËlien a toujours Ã©tÃ© un secret de polichinelle

La Convention internationale sur lâ??Ã©limination et la rÃ©pression du crime dâ??apartheid (ICSPCA) (AdoptÃ©e par lâ??AG des Nations Unies le 30 novembre 1973), dÃ©finit en son article 2 lâ??apartheid comme suit :

Ã« Toutes mesures, lÃ©gislatives ou autres, destinÃ©es Ã« empÃªcher un groupe racial ou plusieurs groupes raciaux de participer Ã« la vie politique, sociale, Ã©conomique et culturelle du pays et crÃ©er dÃ©libÃ©rÃ©ment des conditions faisant obstacle au plein dÃ©veloppement du groupe ou des groupes considÃ©rÃ©s, en particulier en privant les membres dâ??un groupe racial ou de plusieurs groupes raciaux des libertÃ©s et droits fondamentaux de lâ??homme, notamment le droit au travail, le droit de former des syndicats reconnus, le droit Ã« lâ??Ã©ducation, le droit de quitter son pays et dâ??y revenir, le droit Ã« une nationalitÃ©, le droit de circuler librement et de choisir sa rÃ©sidence, le droit Ã« la libertÃ© dâ??opinion et dâ??expression et le droit Ã« la libertÃ© de rÃ©union et dâ??association pacifiques Ã».

Cette dÃ©finition, dans son intÃ©gralitÃ©, sâ??applique clairement non seulement Ã« la situation de la population palestinienne habitant en Cisjordanie et dans la bande de Gaza â?? lesquelles se trouvent totalement et en permanence soumises Ã« lâ??autoritÃ© israËlienne sans dÃ©tenir le moindre droit de citoyennetÃ© â?? mais aussi Ã« tous les Palestiniens qui vivent dans Ã« IsraËl proprement dit Ã».

IsraËl se dÃ©finit lui-mÃªme comme un Ã« Ã©tat juif Ã». Tous les juifs, quel que soit leur lieu naissance, peuvent prendre la citoyennetÃ© israËlienne et participer pleinement Ã« la dÃ©mocratie israËlienne. Cependant, les habitants originaires de cette terre, les Palestiniens, sont ouvertement privÃ©s de la plupart de leurs droits et libertÃ©s les plus fondamentaux en IsraËl. Si certains Palestiniens dÃ©tiennent la citoyennetÃ© israËlienne, mÃªme eux ne sont pas considÃ©rÃ©s Ã« lâ??Ã©gal de leurs compatriotes juifs aux yeux de lâ??Ã©tat.

Le Premier ministre israËlien, Benjamin Netanyahu, a assumÃ© lui-mÃªme cette rÃ©alitÃ© il y a quelques annÃ©es, dÃ©clarant Ã« IsraËl nâ??est pas un Ã©tat pour tous ses citoyensâ?! (il) est lâ??Ã©tat-nation du peuple juif â?? et de lui seul Ã».

Lâ??article 2, d, de lâ??ICSPCA, cependant, prÃ©cise clairement que le terme Ã« crime dâ??apartheid Ã» inclut Ã« toutes mesures, y compris des mesures lÃ©gislatives, visant Ã« diviser la population selon des critÃ©res raciaux en crÃ©ant des rÃ©serves et des ghettos sÃ©parÃ©s pour les membres dâ??un groupe racial ou de plusieurs groupes raciauxâ?! (et), en expropriant les biens-fonds appartenant Ã« un groupe racial ou Ã« plusieurs groupes raciaux ou Ã« des membres de ces groupes Ã».

Il est, bien sÃ»r, impossible de nier que le rÃ©gime israËlien force les Palestiniens Ã« vivre dans Ã« des rÃ©serves et des ghettos sÃ©parÃ©s Ã». Lâ??Ã©tat israËlien sâ??est non seulement emparÃ©

de la terre des Palestiniens pour la donner aux juifs israéliens, mais il nous a également interdit, à nous Palestiniens, de nous déplacer librement dans notre propre patrie.

En dépit de tout cela, et jusqu'à récemment, les comparaisons entre Israël et l'Afrique du Sud étaient complètement taboues à quiconque osait parler de l'apartheid israélien. Il était rapidement accusé d'être un antisémite et réduit au silence. La culpabilité des Européens blancs face à l'Holocauste, durant lequel près de six millions de juifs innocents ont été massacrés par des racistes blancs européens, garde le régime israélien à l'abri de toute critique venant des Palestiniens et de leurs alliés.

Maintenant que certains juifs semblent eux-mêmes accepter ouvertement que leur État a promulgué un régime de suprématie juive sur tous les territoires qu'il contrôle, il y a un espoir pour que l'apartheid israélien puisse un jour totalement disparaître et disparaître.

Un État « apartheid » présenté comme un État « conflit »

Je suis un citoyen naturalisé sud-africain, d'origine palestinienne. Je suis né et j'ai grandi en Palestine, mais j'ai passé plus de cinq ans à Johannesburg pour étudier en vue d'un doctorat.

J'ai donc vécu sous deux apartheid différents. Alors que l'un de ces régimes d'apartheid se trouve maintenant au fond de la poubelle de l'histoire, malheureusement l'autre continue à prospérer.

Ces deux régimes d'apartheid ont connu des sorts différents, non parce qu'ils étaient matériellement différents, mais parce que la communauté internationale a choisi de dénoncer l'un, et de soutenir l'autre.

L'Afrique du Sud de l'apartheid se considérait elle-même comme une démocratie. Ses institutions étaient en effet quelque peu démocratiques, mais uniquement pour les citoyens blancs du pays. La communauté internationale a fini par dénoncer cette « démocratie blanche » comme illégitime, et elle a apporté son soutien aux Sud-Africains noirs qui voulaient la construction d'un État dans lequel tous les citoyens du pays jouiraient des mêmes droits et libertés.

Tout comme l'Afrique du Sud, Israël se considère comme une démocratie. Ses institutions sont démocratiques, mais uniquement pour les citoyens juifs du pays.

Mais, contrairement à l'Afrique du Sud, la soi-disant « démocratie » israélienne est encore acceptée comme légitime par une majorité accablante de la communauté internationale, grâce aux efforts de l'État israélien et de ses puissants alliés en Occident.

Ces mêmes forces qui tentent de convaincre le monde qu'Israël est effectivement une « démocratie » s'efforcent aussi de blanchir le régime d'apartheid d'Israël en Palestine en le présentant comme un « conflit » entre deux partis égaux. Au lieu d'appeler un chat un chat, et Israël un régime d'apartheid, elles parlent d'un « *conflit israélo-palestinien* ».

Qui peut soutenir que dans l'Afrique du Sud de l'apartheid il y avait deux partis égaux, à savoir les Blancs et les Noirs, avec des revendications territoriales égales et une responsabilité égale pour le statu quo d'alors ?

Sans aucun doute, ce serait une interprétation très bizarre et très inexacte de l'histoire sud-africaine. C'est pourquoi nous, nous estimons inacceptable, et exaspérant, que notre réalité sous l'apartheid israélien soit interprétée et présentée de cette façon.

Israël et ses partisans tentent également de blanchir l'apartheid israélien en se focalisant sur la promesse d'une « solution à deux États ». La solution à deux États, telle que présentée par Israël et ses alliés occidentaux, n'est pourtant rien d'autre qu'une tentative de créer des «bantoustans» pour le peuple palestinien.

Le régime d'apartheid d'Afrique du Sud avait créé plusieurs «bantoustans» pour soi-disant donner aux citoyens noirs leur propre patrie. Dans la pratique, cependant, les bantoustans étaient des régions dépourvues de toute indépendance ou souveraineté véritable, ils consistaient en enclaves qui n'avaient aucun lien les unes avec les autres. L'«État palestinien», imaginé par Israël, qui se composerait de la même manière en enclaves non reliées entre elles et dépourvues de toute véritable souveraineté, n'aurait par conséquent pas plus d'indépendance que les bantoustans racistes et vides de sens de l'Afrique du Sud.

Les Sud-Africains en lutte contre l'apartheid, et leurs alliés à travers le monde, n'avaient qu'un seul but : mettre fin au système raciste d'apartheid, définitivement. Ils avaient clairement indiqué qu'ils n'accepteraient aucune pratique d'apartheid, y compris les bantoustans, pour survivre. Le système devait être démantelé, dans son intégralité.

Aujourd'hui, nous, les Palestiniens, nous nous battons contre un régime d'apartheid identique. Comme les militants sud-africains anti-apartheid, nous ne sommes pas prêts à accepter moins que le démantèlement total du système raciste qui nous est imposé.

La reconnaissance par Bâ'Tselem qu'Israël est effectivement un État d'apartheid est une mise au point bienvenue à nous ne pouvons pas vaincre le régime de suprématie juive d'Israël si le monde continue d'ignorer son existence même.

Cependant, ne faire qu'admettre la véritable nature d'Israël ne suffit pas. Maintenant, il est temps de demander des comptes au régime israélien pour son crime d'apartheid, tout comme son jumeau idéologique en Afrique du Sud a dû en rendre il y a de nombreuses années.

Depuis longtemps, la société civile palestinienne demande qu'Israël soit sanctionné tant qu'il ne se conformera pas au droit international et qu'il ne commencera pas à traiter également tous les êtres humains qui vivent sous sa domination. Si Bâ'Tselem veut vraiment exposer les crimes d'Israël et le tenir responsable de son traitement inacceptable et raciste des Palestiniens, alors sa prochaine étape doit être d'appuyer cet appel.

Haidar Eid est maître de conférences à l'Université Al-Aqsa à Gaza.

Traduction : BP pour l'Agence Média Palestine

date créée

2021/02/11